CEZ
98

CONFERENCE EPISCOPALE DU ZAIRE

14ème Assemblée Plénière

"Appel au redressement de la Nation"

DECLARATION
DES EVEQUES DU ZAIRE

.672
EN
87

DOCUMENTATION CENCO
10735

EDITIONS DU SECRETARIAT GENERAL DE L'EPISCOPAT
B.P. 3258 – KINSHASA/GOMBE - 1978

CONFERENCE EPISCOPALE DU ZAÏRE

14eme Assemblée Plénière

"Appel au redressement de la Nation"

DECLARATION
DES EVEQUES DU ZAÏRE

EDITIONS DU SECRETARIAT GENERAL DE L'EPISCOPAT
B.P. 3258 - KINSHASA/GOMBE -1978

© Secrétariat Généra! Episcopat Zaïre 185/75
Dépôt légal n° 525/78

INTRODUCTION

1. Réunis en Assemblée Plénière à Kinshasa, nous, Evêques Catholiques du Zaïre, avons étudié les problèmes urgents, que la situation actuelle dans notre pays pose à notre conscience de citoyens et de pasteurs.

En effet, engagés activement dans différents secteurs de la vie nationale, nous assistons tous impuissants à la dégradation continuelle de la situation. Relevons entre autres : irresponsabilité et inconscience, corruption, injustices sous toutes les formes, immoralité publique, rareté de denrées alimentaires et de produits pharmaceutiques, délinquance juvénile, recrudescence de la violence...

Et comme si cela ne suffisait pas, viennent s'ajouter sur la liste des fléaux naturels : sécheresse et maladies endémiques dans certaines régions de notre pays.

A l'heure qu'il est, au sein de notre peuple reste prédominant à l'état de psychose un sentiment de culpabilité; "Dieu nous aurait punis pour nos péchés... "

2. *Dans un te! climat, la proclamation du message libérateur qu'est l'Evangile du Christ se heurte à bien des contradictions et à un mur psychologique difficile à franchir. Et notre propre crédibilité est souvent remise en cause.*

3. *En tant que citoyens et pasteurs nous sommes interpellés par la situation présente. Les tristesses de notre peuple, ses angoisses et ses souffrances doivent trouver un écho dans nos coeurs de pasteurs (1). Nous devons pleurer avec ceux qui pleurent et gémir avec ceux qui gémissent (2). Aux yeux du monde et surtout de notre peuple le silence nous rendrait complices de la décadence, de la misère, que d'aucuns considèrent déjà comme susceptible de conduire notre pays vers une situation d'apocalypse.*

4. *Si l'Eglise se décide à parler de questions politiques, ce n'est guère pour se substituer à l'Etat, à qui il revient de tracer les orientations politiques et de définir les systèmes de gouvernement des peuples. En effet, de par sa nature, l'Eglise ne peut se confondre avec la communauté politique ou s'inféoder à un système politique donné. L'Eglise est à la fois le signe et le garant du caractère transcendant de la personne humaine (3).*

Mais établie par son divin Fondateur lumière du monde (4), l'Eglise qui, de par sa nature, a le droit d'intervenir dans les questions de foi et de moeurs, peut prendre position en matière politique, lorsqu'un système de gouvernement est entaché dans ses principes, ou traduit, dans ses structures et moyens d'action, des normes contraires au bien commun et aux droits de l'homme.

5. *Ainsi avons-nous, à plusieurs reprises ces dernières années, élevé la voix pour inviter nos chrétiens à s'engager davantage dans un renouveau interne, afin d'être meilleurs citoyens et artisans dynamiques de leur propre bonheur (5).*

6. *Face à la persistance de signes certains d'un malaise social profond et d'un ma! réel qui, de l'intérieur comme de l'extérieur, ronge notre société, force nous est de nous adresser de nouveau à nos chrétiens et à tous les hommes de bonne volonté, plus particulièrement à ceux qui, à leur niveau et de différentes manières, tiennent en main les destinées de notre peuple, qui peine et souffre dans son âme et dans son corps.*

7. *Car la charité du Christ nous presse à être solidaires du monde et de sa recherche de justice et de paix.*
Nous sommes le relais de ce Jésus, qui est venu dans le monde pour sauver l'homme, c'est-à-dire pour le libérer de toutes les formes d'esclavage et d'aliénations, afin de donner à la destinée humaine toute son ampleur et son achèvement.
L'Eglise ne peut garder pour elle seule les trésors de Paix et de Justice contenus dans la Bonne Nouvelle. Celle-ci est un ferment de salut qui se manifeste par la conversion des coeurs et la transformation de la vie des hommes.

(1) Cfr Gaudium et Spes, n. 1
(2) Cfr Rm. 12, 15.
(3) Gaudium et Spes, n° 76.
(4) Mt 5, 14-16.
(5) - Déclaration "Notre foi en Jésus-Christ", 12é Assemblée Pléniére (15.1.1975).
-Déclaration "Face à la situation présente", 12é Assemblée Pléniére (15.1.75).
- Lettre Pastorale 'Tous solidaires et responsables", 13e Assemblée Pléniére (1.3.1977).
-Déclaration "Violence en Afrique", Comité permanent (15.7.1977).

I.

LE MAL ZAÏROIS

8. A plusieurs reprises ces dernières années les autorités du pays se sont livrées publiquement à une autocritique sévère de leur action au service de la Nation zaïroise. Ce courage est tout à leur honneur.

9. Le Mal zairois existe effectivement et aujourd'hui encore plus que jamais, sous les diverses formes dénoncées dans les différents discours d'autocritique.
C'est du reste ce mal qui provoque et entretient partout au sein de notre communauté nationale des foyers de tension et des ferments de violence.
Ainsi donc les récents événements du Shaba et d'autres similaires constituent une tragique illustration d'un climat de malaise général, que tous nous reconnaissons.

10. Le Mal zai'rois révèle en fait une crise profonde : l'inefficacité du système de gouvernement et de gestion. Les institutions de notre pays ne sont plus à même de remplir efficacement leur mission première de protéger et de défendre les droits des personnes et des biens, d'assurer l'ordre dans la société et de procurer le bien commun. L'individu ne peut plus que recourir à la corruption active pour défendre ses droits.

11. En effet, pourrions-nous dire en général que les analyses d'autocritiques faites par les responsables de notre pays et les mesures successives de réformes préconisées par eux aient réussi à enrayer le mal ?

12. En particulier, pourrions-nous affirmer que l'armée et la gendarmerie remplissent effectivement leur fonction et rien que leur fonction* de défendre le territoire national, d'assurer l'ordre public, la sécurité des personnes et des biens ?

13. Pourrions-nous soutenir que les principaux organes de l'Etat, Bureau Politique, Conseil Législatif, Conseil Judiciaire et Conseil Exécutif, réussissent à infuser et à faire régner dans les institutions et dans les différents services de la gestion publique, les valeurs de paix, de justice, de travail et de démocratie ?

14. Enfin, pourrions-nous dire que le respect de la personne et de la vie humaine, la juste et équitable répartition du revenu national, la judicieuse dispensation des récompenses et des sanctions, l'exercice assuré d'une légitime liberté d'opinion et de croyance religieuse, bref, une saine moralité publique ait réussi à encourager le bien et décourager le mal, à augmenter l'entrain au travail et à consolider les liens de la solidarité nationale ?

15. A ces questions qui répondrait uniquement par l'affirmative ?
Aussi sommes-nous igvités à rechercher la cause ou les causes profondes du mal et nous y attaquer courageusement.

II.

CAUSES DU MAL ZAÏROIS

16. La persistance du Mal zaïrois, nonobstant les diverses réformes préconisées pour le redressement de la situation, dénote que les causes du mal sont profondes et complexes : les unes, d'ordre structurel, touchent aux institutions et aux structures; les autres, d'ordre moral, commandent le comportement des personnes.

17. S'il s'avère hasardeux sinon impossible de faire l'inventaire complet de toutes les causes du Mal dont souffre notre société, sans doute est-il profitable d'en cerner les plus fondamentales, afin de s'attaquer au mal dans ses racines.

1. Les causes structurelles

18. L'une des principales causes de la paralysie des institutions nationales et des structures de l'Etat se situe dans la mauvaise application du principe de l'unité de commandement. Ce principe, en soi valable et bon, s'est trouvé, dans la pratique quotidienne, accompagné par l'ébranlement du principe même de l'autorité.

19. Le chef hiérarchique, souvent surveillé par son subalterne, perd tout ascendant sur lui. D'où la destruction de l'autorité dans son principe, et le danger consécutif d'une centralisation excessive du pouvoir.

20. Les autorités inférieures sont reléguées au rang de purs exécutants : devant attendre toute de'cision d'en haut, même dans les domaines de leur propre compétence, les chefs de service finissent par se lasser, et se réfugient dans l'irresponsabilité et l'inconscience.

21. Sans vouloir dirimer les débats sur le principe du Parti unique, force nous est de constater que, dans la pratique en cours chez nous, les structures du Parti, avec ses statuts et ses consignes, se sont substituées à celles de la Nation, avec sa Constitution et ses lois. La gestion de la chose publique obéit aux impératifs d'une discipline de parti politique.

22. La conséquence en est que la Constitution, mise au service du Parti, subit de fréquentes révisions, et cesse de représenter pour tous une norme de référence stable et objective dans la consolidation des valeurs nationales. Il s'ensuit aussi un dédoublement de structures parallèles, qui ne peut que gêner le fonctionnement normal des institutions nationales.
C'est là, pensons-nous,une autre cause de l'inefficacité de nos structures.

2. Les causes d'ordre moral

23. Le Mal zai'rois est avant tout un mal moral, il consiste dans l'effritement des valeurs morales, sur lesquelles doit reposer tout édifice national.

24. Nous croyons, pour notre part, que l'une des principales causes de cet état de chose est le renverse-

ment des critères de moralité. Le peuple zaïrois,a été habitué à voir attribuer des charges et des promotions à ceux-là mêmes, dont l'honnêteté, l'intégrité et la droiture avaient déjà été mises en cause. Ainsi, la malhonnêteté a fini par passer pour le meilleur moyen d'ascension dans l'échelle sociale.
De cette constatation à la relativisation des critères qui distinguent le bien du mal, il n'y a qu'un pas.

25. Ce renversement des critères de moralité a entrafné, parmi les maux que nous déplorons, l'émoussement des consciences, l'asservissement de la personne humaine, celle-ci ayant cessé d'être la fin de l'action politique et sociale, l'inégalité dans la répartition du patrimoine national, d'où le défaitisme et l'absentéisme, la corruption et la concussion.

26. Notre société a perdu le sens de l'homme et du bien commun, le sens de la justice et du travail honnête, le sens de la vérité et du respect de la parole donnée. L'homme zai'rois a perdu le sens du respect de la vie.

27. Autant de maux dont nous devons tenir compte dans notre effort de redressement national. La victoire est à ce prix.

3. Part de responsabilité de certaines puissances étrangères

28. Notre pays a le malheur d'avoir un riche potentiel économique, qui fait de lui un objet de convoitises, parfois éhontées, de la part de certaines puissances

étrangères. Les matières premières semblent les attirer . plus que le sort de l'homme et la destinée de tout un peuple.

29. Nous restons attachés au principe de résoudre par nous-mêmes nos problèmes politiques internes sans aucune intervention étrangère.
L'Etat doit pouvoir préserver son honneur et défendre son indépendance en assurant lui-même l'ordre chez lui. Il évite ainsi de donner à certains pays ou à des groupes de personnes intéressés le prétexte d'offrir leurs soi-disant services, de venir violer sa souveraineté, bafouer sa dignité et appauvrir son patrimoine.

30. En aucune façon nous ne voulons d'une intervention étrangère qui, sous les apparences d'une alliance internationale d'oppresseurs se soutenant les uns les autres aux dépens du peuple, étouffe la voix d'indispensables et salutaires réformes.

31. Nous ne voulons d'aucune intervention étrangère qui favorise la répartition de notre continent entre les trois puissances connues. Que les puissances étrangères ne nous poussent plus à nous entre-tuer sous le fallacieux prétexte de nous aider à recouvrer la liberté ou de nous protéger contre le communisme.
Ce n'est point la puissance des armes qui résoudra nos problèmes, mais bien la réconciliation de tout un peuple.

III.

VERS L'AVENIR

32. Loin de nous l'idée de réduire notre pays è un vaste tableau sombre. Nous n'ignorons pas l'effort que les autorités du pays déploient pour assurer le mieux-être matériel au peuple zaïrois. Nous reconnaissons la prérogative de l'Etat de se choisir, en concertation avec son peuple, sa propre forme de gouvernement, è condition que soient respectés effectivement les droits fondamentaux de l'homme.

Nous connaissons aussi les différentes mesures envisagées pour une décentralisation réelle des services et une démocratie véritable.

33. Nous restons cependant convaincus que la situation présente appelle des réformes profondes si l'on veut opérer efficacement le redressement de la Nation.

Des réformes d'essai et superficielles n'auraient que l'effet du replâtrage, qui laisse entières les fissures.

C'est ainsi qu'aujourd'hui s'est estompé l'élan qu'avait suscité au coeur des masses l'annonce de la restauration de la démocratie et de la décentralisation.

34. Dans un tel climat psychologique, l'on peut bien se demander quelles chances de réussite pourrait avoir même un vaste plan de décollage économique. Il faut d'abord créer un climat psychologique favorable au travail, et cela exige une reconversion des mentalités.

Pour remédier à la situation exposée ci-haut nous

croyons, pour notre part, pouvoir préconiser les moyens suivants :

1. Au niveau de l'Eglise

35. Face au relâchement des moeurs nous réitérons notre engagement à lutter avec la force de l'Evangile contre toutes les formes de l'immoralité. Nous nous emploierons sans relâche à réhabiliter en nous-mêmes et dans les autres, les valeurs spirituelles et morales effritées aujourd'hui dans notre société.

36. Face à la misère matérielle nous redoublerons d'effort pour apporter aux populations éprouvées des secours d'urgence et pour aider les autres à se prendre davantage en charge en vue d'assurer par elles-mêmes leur promotion humaine intégrale.

37. Nous restons disposés à apporter au pouvoir exécutif, dans la mesure de nos moyens, le concours de notre dévouement pour la réalisation de certains objectifs prioritaires visant à améliorer les conditions de vie de notre peuple.

2. Pour l'Etat

38. Nous demandons aux dirigeants du pays de s'armer du courage patriotique qui implique oubli de soi, dépassement et grande ouverture aux autres. Sur cette base il sera possible d'opérer les réformes profondes, que requiert impérieusement le redressement véritable de la Nation.

39. Dans cet ordre d'idée, ii faudra envisager la réconciliation de tous les Citoyens de ce pays, dans le dialogue et la concertation en vue d'arrêter les moyens aptes à la relance des institutions nationales.

40. Qu'il y ait dans notre pays une véritable démocratie où le peuple a la possibilité de s'exprimer librement et de sanctionner ses chefs en jugeant leur gestion.

41. Restituer aux institutions nationales leur autonomie et le pouvoir de décision : rétablir le sens de l'autorité et les critères de moralité.

Nous sommes conscients que c'est là un très grand sacrifice, que nous demandons aux dirigeants de notre pays. Mais le vrai redressement de la Nation est à ce prix.

3. Pour notre peuple

42. Nous savons tous que nous vivons des moments difficiles, des heures sombres et les difficultés qui se dressent sur notre chemin nous font croire que Dieu nous a punis pour nos péchés. Le défaitisme nous guette tous; mais il ne peut constituer une réponse chrétienne à nos problèmes.

Reprenez courage, redoublez d'ardeur au travail et comptez plus sur vous-mêmes que sur les autres pour mener victorieusement le combat de la vie.

43. Nous nous plaisons à féliciter et à encourager ceux de nos compatriotes qui, dans la situation difficile actuelle, gardent haut leur moral et continuent à se dépenser sans compter, avec compétence, honnêteté et dévouement, pour que leur travail contribue à procurer

le bonheur à notre peuple. Qu'ils sachent que de coeur et d'esprit nous sommes avec eux dans leur milieu de travail. Noire souhait ardent est que leur exemple entraîne bien d'autres à se consacrer comme eux au service de notre peuple.

4. Pour les étrangers

44. Aux étrangers, nous disons :
Merci d'être venus chez nous. Aidez les Zaïrois à cerner les véritables problèmes qui se posent au Zai're au sujet de son développement intégral. Avec eux, mettez-vous à la recherche des solutions qui s'imposent. Nous ne doutons pas que votre dévouement au service de ce pays puisse être, de par lui-même, le signe et la preuve que vous avez fait du Zai're votre patrie d'adoption. Ce choix vous convie à éviter tout esprit de mercantilisme et de lucre afin de rechercher le bien-être et la promotion de vos frères zaTrois.

CONCLUSION

Le Mal zai'rois, nous l'avons vu, plonge ses racines dans un ensemble de causes, les unes d'ordre structurel, les autres d'ordre moral.

Ces causes nous ont conduits notamment à l'ébranlement du principe de l'autorité, et au renversement des critères de moralité, qui ont à leur tour provoqué une centralisation excessive du pouvoir ainsi que l'inefficacité des structures et institutions nationales.

Nous sommes persuadés que les fils et filles du Zai're sont à même de résoudre par eux-mêmes la crise que

nous traversons. Ils doivent, pour cela, commencer par enrayer les causes morales du mal, car c'est du coeur de l'homme que procèdent les principes, bons ou mauvais, qui commandent le fonctionnement des institutions et des structures. C'est pourquoi le redressement national est subordonné à la conversion des coeurs et des mentalités. Celle-ci permettra au peuple zaïrois d'insuffler à notre société un sang nouveau et un esprit nouveau.

La solution â nos problèmes ne se trouve pas dans la force des armes. Nous avons plutôt la conviction que la solution durable réside dans une réconciliation réelle des forces vives du pays, l'établissement et le fonctionnement de réelles institutions démocratiques et l'affermissement des valeurs morales et religieuses.

Que tous s'arment de courage pour faire prendre ce tournant au pays en vue de procurer le vrai bonheur à notre peuple.

Kinshasa, le 1er juillet 1978
LES EVEQUES DU ZAÏRE

Par mandat de l'Assemblée Plénière
des Evéques du Zai're,

f Mgr YUNGU
Evêque de Tshumbe
Président de la C.E.Z.

Abbé MONSENGWO PASINYA
Secrétaire généra! delà C.E.Z.